

« Pas connaissance »

Haute-Représentante pour les affaires de désarmement devant le Conseil de sécurité, 11 mars 2022 : « L'Organisation des Nations Unies n'a connaissance d'aucun programme d'armes biologiques » — « c'est toujours le cas aujourd'hui », UNODA, 27 oct. 2022

S/YPV.8991 / SC/14827 ; Ukrinform, 28 oct. 2022

2 - 3 - 10

Vote du Conseil de sécurité sur le projet de résolution russe portant création d'une commission chargée d'enquêter sur sa plainte au titre de la CABT : pour (Russie, Chine) · contre (France, Royaume-Uni, États-Unis) · abstentions

S/2022/821, vote du 2 nov. 2022 (SC/15095)

0

indications d'activités ou de matières nucléaires non déclarées trouvées par les inspecteurs de l'AIEA sur les trois sites ukrainiens désignés par la Russie

Déclaration de l'AIEA, 3 nov. 2022 : « n'ont trouvé aucune indication d'activités et de matières nucléaires non déclarées sur les sites »

Pas de consensus

issue de la Réunion consultative officielle au titre de l'article V de la CABT demandée par la Russie — la deuxième de l'histoire de la Convention : « Aucun consensus n'a été atteint sur l'issue »

BWC/CONS/2022/3, par. 10 ; Genève, 26 août et 5–9 sept. 2022

L'ESSENTIEL		
Les deux affirmations ont été examinées là où la Russie avait choisi de les porter. La Russie a porté l'affirmation sur les biolabs devant le Conseil de sécurité (11 et 18 mars, 27 oct. 2022), devant le mécanisme consultatif de la CABT (sept. 2022) et jusqu'à un vote du Conseil (2 nov. 2022) ; elle a porté l'affirmation sur la bombe sale auprès de quatre ministres de la défense et du Conseil (25 oct. 2022), et l'invitation de l'Ukraine l'a portée devant l'AIEA. Le bureau des affaires de désarmement de l'ONU, les États parties à la CABT, le Conseil et l'AIEA ont chacun répondu. Aucun n'a trouvé ce que la Russie décrivait. Les biolabs : ce qui existe est public. Les laboratoires de santé publique ukrainiens ont été modernisés dans le cadre d'un accord ukraïno-américain de réduction des menaces de 2005, issu du programme Nunn–Lugar visant à sécuriser les agents pathogènes de l'époque soviétique ; ils appartiennent à l'Ukraine, sont répertoriés et connus de l'OMS. Les exposés russes ont rebaptisé ce programme activité « biologique militaire » ; sa plainte au titre de l'article VI de la CABT a recueilli deux voix. La bombe sale : les sites ont été inspectés. La Russie a désigné le Combinat minier et de traitement de l'Est à Jovti Vody et l'Institut de recherche nucléaire de Kyiv. Tous deux étaient déjà soumis aux garanties de l'AIEA ; l'un avait été inspecté un mois plus tôt. L'Ukraine a invité les inspecteurs par écrit le jour même où la lettre de la Russie est parvenue au Conseil ; les équipes de l'AIEA ont visité trois sites et n'ont signalé aucune indication d'activités ou de matières nucléaires non déclarées (3 nov. 2022). Ce que concèdent les affirmations. Une accusation de bombe sale concède que l'emploi d'une arme radiologique en Ukraine serait un crime que le monde condamnerait ; une accusation de biolabs concède que la CABT est contraignante et que l'ONU est l'enceinte appropriée. La Russie a saisi les bons organes — puis a rejeté leurs réponses. Pour être juste. La CABT ne dispose d'aucun organe de vérification, de sorte que « pas connaissance » n'équivaut pas à « vérifié » ; l'OMS a bien recommandé en mars 2022 à l'Ukraine de détruire les agents pathogènes à haut risque pour « prévenir toute fuite potentielle » ; un responsable américain a bien reconnu l'existence d'« installations de recherche biologique » en Ukraine. Rien de tout cela ne prouve l'existence d'un programme d'armement, et aucun organe mandaté n'en a constaté.		
LES HUIT AFFIRMATIONS		
Vassily Nebenzia · 11 mars 2022, Conseil de sécurité de l'ONU, 8991e séance (demandée par la Russie)	« [La Russie dispose de preuves du] nettoyage d'urgence par le régime de Kiev des traces du programme de guerre biologique... [il existe un réseau d']au moins 30 laboratoires biologiques [en Ukraine, travaillant pour les États-Unis]. »	Aucune preuve présentée — réponse apportée lors de la même séance
Général de division Igor Konachenkov, porte-parole du MoD · 6 mars 2022, point de presse	« Nous avons obtenu des documents d'employés de laboratoires biologiques ukrainiens... les agents pathogènes particulièrement dangereux de la peste, de l'anthrax, de la tularémie, du choléra et d'autres maladies mortelles [ont été] détruits en urgence le 24 février... le P... »	Présente une mesure de biosécurité comme une dissimulation
Ministère russe de la Défense (Konachenkov, Kirillov) · 10 mars 2022, point de presse	« [Kirillov :] Un réseau de plus de 30 laboratoires biologiques a été constitué sur le sol ukrainien... [Konachenkov :] ...la transmission d'agents pathogènes par des oiseaux sauvages migrant entre l'Ukraine et la Russie, d'autres pays... des expériences ont été menées avec le... »	Aucune preuve présentée — rejeté par les États parties à la CABT
Dmitry Polyanskiy, Fédération de Russie · Conseil de sécurité, 2 nov. 2022 — vote sur la plainte de la Russie au titre de l'article VI de la CABT (S/2022/796) et le projet S/2022/821	« [Le projet constitue] une étape considérable... [La Russie est] extrêmement déçue [que le Conseil n'ait pas créé la commission]... les éléments de preuve accompagnant notre plainte nécessitent encore des éclaircissements. »	Rejeté par le Conseil — deux voix
Sergueï Choïgou · 23 oct. 2022, appels aux ministres de la défense des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de la Turquie	« [Choïgou] a fait part à son homologue britannique des préoccupations de la Russie concernant d'éventuelles provocations de l'Ukraine au moyen d'une bombe sale. [déclaration du ministère de la Défense selon TASS] »	Aucune preuve présentée — rejeté le jour même par trois des destinataires
Lieutenant-général Igor Kirillov · 24 oct. 2022, point de presse du MoD ; lettre de la Russie au Conseil de sécurité du même jour	« Deux organisations ukrainiennes ont reçu des instructions concrètes pour créer une prétendue bombe sale... Les travaux en sont au stade final. [Kirillov, TASS] — [lettre de la Russie au Conseil le même jour : les] travaux en sont à leur stade de finalisat... »	Contredit par l'AIEA
Vladimir Poutine · 27 oct. 2022, Club de discussion Valdaï	« C'est moi qui ai ordonné à Choïgou d'appeler tous ses homologues pour les en informer... Nous savons même où elle est en préparation. [version anglaise selon TASS] »	Aucune preuve présentée — le lieu était connu et a été inspecté
Sergueï Lavrov · 24 oct. 2022, Moscou	« [Les accusations] ne sont pas sans fondement... Nous disposons d'informations précises sur ces institutions en Ukraine... ces instituts scientifiques qui possèdent la technologie permettant de créer cette bombe sale... il ne s'agit pas d'un soupçon infondé. »	Contredit par l'AIEA

CE QUE NOUS DEMANDONS

Répondre à toute résurgence des allégations de « biolaboratoires » ou de « bombe sale » par le dossier de l'ONU : SC/14827 (11 mars 2022), l'issue de la réunion consultative de la CABT (sept. 2022), le vote du 2 nov. 2022 et la déclaration de l'AIEA du 3 nov. 2022 · soutenir un mécanisme de vérification de la CABT lors du prochain cycle d'examen et demander à la Russie si elle en fera autant · inviter les membres du Conseil à rappeler que c'est l'Ukraine, et non la Russie, qui a demandé l'inspection de l'AIEA · maintenir dans la même discussion les conclusions de l'OIAAC sur les agents de lutte antiémeute sur la ligne de front · demander que les allégations relatives aux ADM visant tout État soient portées, preuves à l'appui, devant l'organe compétent avant d'être répétées au Conseil.

QUI L'A DIT, OÙ ET À QUI

Où chaque affirmation a été formulée, par qui, comment les autres participants ont répondu et ce que les déclarations ont passé sous silence.

LE CONTEXTE ET LE DOSSIER

Contexte	Deux récits-prétextes avancés en 2022 : des « laboratoires biologiques militaires américains en Ukraine » (à partir du 6 mars 2022, après l'enlissement de l'invasion) et une « bombe sale » ukrainienne (23 oct. 2022, après les contre-offensives ukrainiennes de Kharkiv et de Kherson et les annexions proclamées par la Russie)
Où les affirmations ont été formulées	Points de presse du MoD russe (Konachenkov, 6 et 10 mars 2022 ; lieutenant-général Igor Kirillov, troupes de défense RCB, 10 mars et 24 oct. 2022) ; séances du Conseil de sécurité demandées par la Russie les 11 mars (8991e, S/PV.8991), 18 mars et 27 oct. 2022 ; lettres de la Russie au Conseil du 24 oct. 2022 (plainte au titre de l'article VI de la CABT, S/2022/796, avec un projet de résolution ; et une lettre sur la « bombe sale ») ; appels de Choïgou aux ministres de la défense des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de la Turquie (23 oct. 2022) ; Lavrov (24 oct. 2022) ; Poutine au Club Valdaï (27 oct. 2022)
Source	S/PV.8991 et SC/14827 (11 mars 2022) ; Réunion consultative officielle de la CABT, Genève, 26 août et 5–9 sept. 2022, rapport final BWC/CONS/2022/3 ; S/2022/796 et projet S/2022/821, vote du 2 nov. 2022 (SC/15095) ; déclarations de l'AIEA des 24 oct. et 3 nov. 2022 ; Security Council Report, What's in Blue, 27 oct. et 1er nov. 2022
Ce qui s'est passé ensuite	Aucune arme biologique ou radiologique n'a été employée en Ukraine · la Russie n'est pas revenue devant le Conseil avec la « bombe sale » après le rapport de l'AIEA · l'affirmation sur les biolabs s'est poursuivie dans les points de presse russes · les visites d'assistance technique de l'OIAC ont confirmé la présence de l'agent de lutte antiémeute CS dans des échantillons prélevés sur des positions de première ligne (nov. 2024, févr. 2025) · le lieutenant-général Kirillov, auteur des exposés, a été sanctionné par le Royaume-Uni pour emploi d'armes chimiques (8 oct. 2024) et tué à Moscou (17 déc. 2024)
Statut des allégations	Aucune retirée ; aucune étayée devant un quelconque organe mandaté

LES INTERVENANTS

Sergueï Choïgou	Ministre de la Défense de la Fédération de Russie (jusqu'en mai 2024) · visé par des sanctions de l'UE, des États-Unis et du Royaume-Uni	Le 23 oct. 2022, a téléphoné à Lloyd Austin, Ben Wallace, Sébastien Lecornu et Hulusi Akar ; le MoD a indiqué qu'il avait informé le ministre britannique des « préoccupations de la Russie concernant d'éventuelles provocations de l'Ukraine avec l'emploi d'une bombe sale » (TASS)
Lieutenant-général Igor Kirillov	Chef des troupes de défense radiologique, chimique et biologique · sanctions du Royaume-Uni (8 oct. 2024) pour emploi d'armes chimiques ; tué par une bombe à Moscou, 17 déc. 2024	Coauteur des exposés du MoD sur les « biolabs » (à partir du 10 mars 2022 : « un réseau de plus de 30 laboratoires biologiques ») et de l'exposé du 24 oct. 2022 sur la bombe sale désignant deux organisations ukrainiennes
Vassily Nebenzia	Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'ONU	A demandé les séances du Conseil des 11 et 18 mars et du 27 oct. 2022 ; a fait état devant le Conseil, le 11 mars, d'« au moins 30 laboratoires biologiques » en Ukraine
Sergueï Lavrov	Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie	24 oct. 2022 : les accusations de bombe sale « ne sont pas sans fondement » ; la Russie dispose d'« informations précises » sur les instituts

CE QU'ONT DIT LES AUTRES

États-Unis (11 mars 2022)	« L'Ukraine n'a pas de programme d'armes biologiques » (S/PV.8991) ; a voté contre le projet le 2 nov.
Royaume-Uni (11 mars 2022)	Il n'existe « pas la moindre preuve crédible que l'Ukraine ait un programme d'armes biologiques » (S/PV.8991) ; a voté contre le 2 nov.
France	« Les mensonges de la Russie ne trompent personne » (11 mars 2022) ; avec le Royaume-Uni et les États-Unis, a rejeté l'allégation de bombe sale comme « manifestement fausse » (23 oct. 2022) ; a voté contre le 2 nov.
Chine	A déclaré que « la communauté internationale pourrait envisager d'invoquer l'article VI de la Convention » ; seul membre, outre la Russie, à voter pour le 2 nov. 2022.
Inde	Les obligations découlant de la CABT doivent être respectées « dans leur lettre comme dans leur esprit » (11 mars 2022) ; s'est abstenu le 2 nov.
Brésil	Les accusations doivent être « étayées de manière approfondie par des preuves solides » (11 mars 2022) ; s'est abstenu.
Ghana, Kenya, Gabon	Ouverts en principe à une enquête indépendante et impartiale par les mécanismes établis ; se sont abstenus le 2 nov.
Albanie	Le Conseil « ne devrait pas se voir servir des fantasmes ou des histoires naïves » (11 mars 2022) ; s'est abstenue le 2 nov., avec l'Irlande, le Mexique, la Norvège et les Émirats arabes unis.
Bureau des affaires de désarmement de l'ONU (I. Nakamitsu ; A. Ebo)	« L'Organisation des Nations Unies n'a connaissance d'aucun programme d'armes biologiques » (11 mars 2022) ; « C'est toujours le cas aujourd'hui » (27 oct. 2022).
AIEA (R. Grossi)	Les deux sites désignés étaient soumis aux garanties, l'un ayant été inspecté un mois plus tôt sans « aucune activité ou matière nucléaire non déclarée » (24 oct. 2022) ; après la visite de trois sites, « aucune indication d'activités et de matières nucléaires non déclarées » (3 nov. 2022).

CE QUE LES DÉCLARATIONS ONT PASSÉ SOUS SILENCE

- Ce que sont les laboratoires : des installations de santé publique et vétérinaires modernisées dans le cadre d'un accord ukraïno-américain de réduction des menaces de 2005 visant à sécuriser les agents pathogènes hérités des programmes de l'époque soviétique ; gérées par l'Ukraine, « sans aucun personnel américain dans ces laboratoires » ; investissement américain d'« environ 200 millions de dollars en Ukraine depuis 2005 » ; l'Ukraine déclare ses laboratoires de recherche biologique dans ses mesures de confiance au titre de la CABT (point de presse du Département de la défense des États-Unis, 10 mars 2022).
- Le déficit de vérification : « La CABT ne dispose pas d'un mécanisme de vérification multilatéral » (Nakamitsu, S/PV.8991, 11 mars 2022). « Pas connaissance » est donc la conclusion la plus forte que l'ONU puisse formuler sans corps d'inspection.
- L'invitation de l'Ukraine : le 24 oct. 2022, jour où la lettre de la Russie est parvenue au Conseil, l'Ukraine a écrit à l'AIEA pour inviter des inspecteurs à vérifier les deux sites désignés par la Russie ; la Russie, qui avait désigné les sites, n'a présenté aucune demande de ce type (AIEA, 24 oct. 2022 ; Security Council Report, 27 oct. 2022).
- Le propre bilan de la Russie : l'Union soviétique a mené un programme offensif d'armes biologiques en violation de la CABT, reconnu par le président Eltsine en 1992 ; l'assassinat radiologique d'Alexandre Litvinenko (2006) a été attribué à l'État russe par l'enquête publique britannique (2016) et par la Cour européenne des droits de l'homme (Carter c. Russie, 2021).
- Le bilan de l'OIAC depuis 2022 : des visites d'assistance technique demandées par l'Ukraine ont confirmé la présence de l'agent de lutte antiémeute CS dans des grenades et des échantillons de sol prélevés sur des positions de première ligne (OIAC, 18 nov. 2024 et 14 févr. 2025) ; l'emploi d'agents de lutte antiémeute comme moyen de guerre est interdit par la Convention sur les armes chimiques. L'OIAC n'a pas attribué cet emploi ; les États-Unis (1er mai 2024) et le Royaume-Uni (8 oct. 2024) l'ont attribué aux forces russes.

COMMENT LE RÉCIT CIRCULE

C'est l'affirmation sur les biolabs qui est allée le plus loin. Après les points de presse du MoD des 6 et 10 mars 2022, TASS et RIA Novosti ont relayé chaque exposé et la Russie a porté l'affirmation à trois reprises devant le Conseil de sécurité. L'affirmation sur la bombe sale a duré dix jours : appels de Choïgou (23 oct.), exposé de Kirillov, « pas sans fondement » de Lavrov et lettre de la Russie au Conseil (24 oct.), débat du Conseil au titre des « questions diverses » (25 oct.), Poutine au Club Valdaï (« nous savons même où elle est préparée », 27 oct.) — puis le silence après le rapport de l'AIEA du 3 nov.



AFFIRMATION, FAITS, CONCESSION (1-4)

Chaque affirmation telle que formulée, avec la date, le lieu et un lien ; le dossier auquel elle se heurte, avec le niveau des éléments de preuve ; et ce qu'elle concède. Les mots entre crochets sont ceux du Hub.

AFFIRMATION 1 · VASSILY NEBENZIA · 11 MARS 2022, CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, 8991E SÉANCE (DEMANDÉE PAR LA RUSSIE)

« [La Russie dispose de preuves du] nettoyage d'urgence par le régime de Kiev des traces du programme de guerre biologique... [il existe un réseau d']au moins 30 laboratoires biologiques [en Ukraine, travaillant pour les États-Unis]. »

S/PV.8991, 8991e séance, 11 mars 2022 (procès-verbal de l'ONU, via [un-project.org/meeting/S-PV-8991](https://project.org/meeting/S-PV-8991)) ; résumé SC/14827

AFFIRMATION 2 · GÉNÉRAL DE DIVISION IGOR KONACHENKOV, PORTE-PAROLE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE · 6 MARS 2022, POINT DE PRESSE

« Nous avons obtenu des documents auprès d'employés de biolaboratoires ukrainiens... les agents pathogènes particulièrement dangereux de la peste, de l'anthrax, de la tularémie, du choléra et d'autres maladies mortelles [ont été] détruits d'urgence le 24 février... le Pentagone est sérieusement préoccupé par la divulgation d'informations sur ses expériences biologiques secrètes. »

Point de presse du MoD, 6 mars 2022, tel que rapporté en anglais par Interfax (interfax.com/newsroom/top-stories/75769)

AFFIRMATION 3 · MINISTÈRE RUSSE DE LA DÉFENSE (KONACHENKOV, KIRILLOV) · 10 MARS 2022, POINT DE PRESSE

« [Kirillov :] Un réseau de plus de 30 laboratoires biologiques a été constitué sur le sol ukrainien... [Konachenkov :] ...la transmission d'agents pathogènes par des oiseaux sauvages migrant entre l'Ukraine, la Russie et d'autres pays... des expériences ont été menées sur des échantillons de coronavirus de chauve-souris... la création d'un mécanisme de propagation clandestine d'agents pathogènes mortels. »

Point de presse du MoD, 10 mars 2022, tel que rapporté par TASS, « US bankrolled mechanism of covert spread of pathogens in Ukraine, Russian top brass says » (tass.com/world/1419559)

AFFIRMATION 4 · DMITRI POLYANSKIY, FÉDÉRATION DE RUSSIE · CONSEIL DE SÉCURITÉ, 2 NOV. 2022 — VOTE SUR LA PLAINTE DE LA RUSSIE AU TITRE DE L'ARTICLE VI DE LA CABT (S/2022/796) ET LE PROJET S/2022/821

« [Le projet constitue] une étape considérable... [La Russie est] extrêmement déçue [que le Conseil n'ait pas créé la commission]... les éléments de preuve accompagnant notre plainte nécessitent encore des éclaircissements. »

Conseil de sécurité, 2 nov. 2022, tel que rapporté par AP (via [News4Jax](https://news4jax.com/news/world/2022/11/02/security-council-rejects-russian-call-for-bio-weapons-probe)) et la Couverture des réunions de l'ONU SC/15095

AUCUNE PREUVE PRÉSENTÉE — RÉPONSE APPORTÉE LORS DE LA MÊME SÉANCE

Preuves

A

C

Izumi Nakamitsu, Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, a présenté un exposé lors de la même séance : « L'Organisation des Nations Unies n'a connaissance d'aucun programme d'armes biologiques » ; « La CABT ne dispose pas d'un mécanisme de vérification multilatéral » (S/PV.8991). Les « 30 laboratoires » sont des laboratoires ukrainiens de santé publique et vétérinaires soutenus au titre d'un accord de réduction des menaces de 2005 — environ 200 millions de dollars depuis 2005, avec « aucun personnel américain dans ces laboratoires » (point de presse du Département de la Défense des États-Unis, 10 mars 2022). Le « nettoyage d'urgence » était la destruction d'agents pathogènes à haut risque que l'OMS avait « vivement recommandée » pour « prévenir toute fuite potentielle » (OMS à Reuters, 10-11 mars 2022). Aucun document présenté par la Russie ne décrivait une arme, un agent ou un vecteur.

Ce que l'affirmation concède : Que le Conseil de sécurité de l'ONU et la CABT sont les enceintes compétentes — où l'allégation a ensuite été examinée et a échoué.

PRÉSENTE UNE MESURE DE BIOSÉCURITÉ COMME UNE DISSIMULATION

Preuves

C

L'OMS a indiqué avoir « vivement recommandé » au ministère ukrainien de la Santé de détruire les agents pathogènes à haut risque pour « prévenir toute fuite potentielle » à l'approche des combats (OMS à Reuters, 10-11 mars 2022). Les agents pathogènes cités sont des agents de maladies endémiques détenus par les laboratoires de santé publique du monde entier à des fins de diagnostic et de surveillance. Détruire des stocks sous la menace de bombardements est une mesure de biosécurité, et non la preuve d'un programme d'armement.

Ce que l'affirmation concède : Que les laboratoires détenaient des stocks de diagnostic et les ont détruits — autrement dit, qu'aucun agent n'a été conservé en vue d'une utilisation.

AUCUNE PREUVE PRÉSENTÉE — REJETÉ PAR LES ÉTATS PARTIES À LA CABT

Preuves

A

C

La Russie a porté ces allégations devant la CABT au titre de l'article V (demande du 29 juin 2022). La réunion consultative officielle tenue à Genève (26 août et 5-9 sept. 2022, présidée par l'Ambassadeur György Molnár, de Hongrie) — la deuxième seulement de l'histoire, après celle demandée par Cuba en 1997 — s'est conclue par le constat qu'« aucun consensus n'a été atteint sur le résultat de la réunion consultative officielle » (BWC/CONS/2022/3, par. 10). Sur les 42 États parties ayant fait une déclaration nationale, aucun n'a soutenu les allégations de la Russie (Council on Strategic Risks, 13 sept. 2022 — Niveau C). La surveillance des oiseaux migrateurs et des chauves-souris pour détecter des agents pathogènes zoonotiques relève de l'épidémiologie courante en santé publique, et non de la militarisation.

Ce que l'affirmation concède : Que les éléments invoqués par la Russie étaient des documents publics — qu'elle a pu citer précisément parce que le programme n'était pas secret.

REJETÉ PAR LE CONSEIL — DEUX VOIX

Preuves

A

C

Lors de l'exposé du 27 oct. 2022, Adedeji Ebo, du Bureau des affaires de désarmement, a indiqué au Conseil que la position de l'ONU exprimée en mars — absence de connaissance de tout programme d'armes biologiques en Ukraine — « reste valable aujourd'hui » (Ukrinform, 28 oct. 2022). Le 2 nov. 2022, le projet a recueilli 2 voix pour (Russie, Chine), 3 contre (France, Royaume-Uni, États-Unis) et 10 abstentions ; il a été rejeté faute d'avoir obtenu neuf voix, sans qu'aucun veto ne soit exercé (SC/15095). Même les membres ouverts en principe à une enquête n'ont pas voté pour : le Ghana souhaitait « des enquêtes indépendantes et impartiales menées par des organes internationalement reconnus et mandatés », le Kenya a invité les États parties « à recourir aux mécanismes établis », le Gabon a appelé à « une enquête indépendante transparente et impartiale » (Security Council Report, 1er nov. 2022).

Ce que l'affirmation concède : Que ses propres éléments de preuve « nécessitent encore des éclaircissements » — et que le Conseil de sécurité, en vertu de l'article VI de la CABT, est la voie légale pour une telle plainte ; la Russie ne l'a pas présentée à nouveau.



AFFIRMATION, FAITS, CONCESSION (5-8)

Chaque affirmation telle que formulée, avec la date, le lieu et un lien ; le dossier auquel elle se heurte, avec le niveau des éléments de preuve ; et ce qu'elle concède. Les mots entre crochets sont ceux du Hub.

AFFIRMATION 5 · SERGUEÏ CHOÏGOU · 23 OCT. 2022, APPELS AUX MINISTRES DE LA DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS, DU ROYAUME-UNI, DE LA FRANCE ET DE LA TURQUIE

« [Choïgou] a fait part à son homologue britannique des préoccupations de la Russie concernant d'éventuelles provocations de l'Ukraine au moyen d'une bombe sale. [déclaration du ministère de la Défense selon TASS] »

Déclarations du MoD russe sur les appels de Choïgou avec L. Austin, B. Wallace, S. Lecornu et H. Akar, 23 oct. 2022, telles que rapportées par TASS
(tass.com/defense/1526311)
tass.com/defense/1526311

AUCUNE PREUVE PRÉSENTÉE — REJETÉ LE JOUR MÊME PAR TROIS DES DESTINATAIRES

Preuves **A**

La France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont publié le 23 oct. 2022 une déclaration conjointe rejetant les « allégations manifestement fausses » de la Russie selon lesquelles l'Ukraine se préparait à utiliser une bombe sale sur son propre territoire, et mettant en garde contre l'utilisation de cette allégation comme « prétexte à une escalade » (Département d'État des États-Unis, 23 oct. 2022). L'AIEA, 24 oct. : les deux sites désignés par la Russie sont soumis aux garanties ; l'un a été inspecté un mois plus tôt et « aucune activité ni matière nucléaire non déclarée n'y a été trouvée ».

Ce que l'affirmation concède : Qu'une attaque radiologique en Ukraine serait une atrocité que le monde doit empêcher — un principe qui lie l'État qui tient sous occupation militaire la plus grande centrale nucléaire d'Europe.

AFFIRMATION 6 · LIEUTENANT-GÉNÉRAL IGOR KIRILLOV · 24 OCT. 2022, POINT DE PRESSE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ; LETTRE DE LA RUSSIE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DU MÊME JOUR

« Deux organisations ukrainiennes ont reçu des instructions concrètes pour créer une prétendue bombe sale... Les travaux sont à leur stade final. [Kirillov, TASS] — [Lettre de la Russie au Conseil du même jour : les] travaux en sont à leur phase finale. [selon le résumé de Security Council Report] »

Point de presse du MoD, 24 oct. 2022, tel que rapporté par TASS
(tass.com/politics/1526769) ; lettre de la Fédération de Russie au Président du Conseil de sécurité, 24 oct. 2022 (Security Council Report, 27 oct. 2022)
tass.com/politics/1526769

CONTREDIT PAR L'AIEA

Preuves **A**

L'Ukraine a invité par écrit l'AIEA, le 24 oct. 2022, à vérifier les deux sites. Les inspecteurs de l'AIEA se sont rendus sur trois sites — l'Institut de recherche nucléaire de Kyiv, le Combinat minier et de traitement de l'Est à Jovti Vody et l'usine de construction mécanique Pivdennyi à Dnipro — et, le 3 nov. 2022, l'Agence a indiqué qu'elle « n'a trouvé aucune indication d'activités et de matières nucléaires non déclarées sur ces sites » et avait bénéficié d'un « accès sans entrave » (AIEA, 3 nov. 2022). La Russie, qui avait désigné les organisations, n'a demandé aucune inspection et n'a soumis aucune preuve à l'Agence. Le Conseil a examiné la lettre au titre des « questions diverses » le 25 oct. 2022, sans intervenant ni résultat.

Ce que l'affirmation concède : Que les sites étaient identifiables et inspectables — et que l'AIEA était l'arbitre compétent. La Russie les a désignés ; l'AIEA s'y est rendue ; la Russie ne les a plus mentionnés depuis.

AFFIRMATION 7 · VLADIMIR POUTINE · 27 OCT. 2022, CLUB DE DISCUSSION VALDAÏ

« C'est moi qui ai ordonné à Choïgou d'appeler tous ses homologues pour les en informer... Nous savons même où elle est en préparation. [version anglaise selon TASS] »

Séance plénière du Club de discussion Valdaï, 27 oct. 2022, telle que rapportée par TASS
(tass.com/politics/1528733)
tass.com/politics/1528733

AUCUNE PREUVE PRÉSENTÉE — LE LIEU ÉTAIT CONNU ET A ÉTÉ INSPECTÉ

Preuves **A**

La Russie avait déjà désigné les organisations le 24 oct. ; l'AIEA a inspecté les sites dans les dix jours et n'a rien trouvé de non déclaré (3 nov. 2022). La déclaration de Poutine est intervenue deux jours après que l'examen par le Conseil au titre des « questions diverses » fut resté sans résultat.

Ce que l'affirmation concède : Que l'allégation reposait sur une prétendue connaissance d'un lieu — que l'AIEA a ensuite inspecté — et non sur la preuve de l'existence d'un engin.

AFFIRMATION 8 · SERGUEÏ LAVROV · 24 OCT. 2022, MOSCOU

« [Les accusations] ne sont pas sans fondement... Nous disposons d'informations précises sur ces institutions en Ukraine... ces instituts scientifiques qui possèdent la technologie permettant de créer cette bombe sale... il ne s'agit pas d'un soupçon infondé. »

Tel que rapporté par RFE/RL et Censor.net, 24 oct. 2022 ; TASS, 24 oct. 2022
(tass.com/politics/1526717)
tass.com/politics/1526717

CONTREDIT PAR L'AIEA

Preuves **A**

Les « institutions possédant la technologie » sont les deux mêmes sites soumis aux garanties. La détention de matières nucléaires soumises aux garanties de l'AIEA est licite et avait déjà été vérifiée ; la question était de savoir s'il existait quoi que ce soit de non déclaré, et l'AIEA a répondu par la négative (3 nov. 2022). La séquence — quatre appels téléphoniques, une lettre au Conseil, une déclaration présidentielle, puis le silence une fois le rapport des inspecteurs publié — est la trace d'un prétexte mis à l'épreuve puis abandonné.

Ce que l'affirmation concède : Que l'allégation pouvait être vérifiée par l'inspection d'institutions nommément désignées — ce qui s'est ensuite produit.



CE QUE DIT LA RUSSIE, CE QUE MONTRENT LES FAITS

Chaque ligne confronte une déclaration russe à la constatation d'un organe mandaté ou, à défaut, d'une enquête indépendante. Le niveau de chaque source est indiqué.

LE DOSSIER			
QUESTION	CE QUE DIT LA RUSSIE	CE QUE MONTRENT LES FAITS	SOURCE
Programme d'armes biologiques en Ukraine	« Au moins 30 laboratoires biologiques » ; « nettoyage d'urgence des traces du programme de guerre biologique »	L'ONU « n'a connaissance d'aucun programme d'armes biologiques » (11 mars 2022), « c'est toujours le cas » (27 oct. 2022) ; laboratoires de santé publique relevant d'un accord de réduction des menaces de 2005 ; ~200 millions de dollars d'investissement américain depuis 2005	S/PV.8991 ; Ukrinform 28 oct. 2022 ; point de presse du DoD des États-Unis 10 mars 2022
Réunion consultative de la CABT	Demande de la Russie au titre de l'article V (29 juin 2022)	Réunion consultative officielle, 26 août et 5–9 sept. 2022 : « Aucun consensus n'a été atteint sur l'issue »	BWC/CONS/2022/3, par. 10
Commission du Conseil de sécurité	Projet S/2022/821 au titre de l'article VI de la CABT, rapport attendu pour le 30 nov. 2022	2 voix pour, 3 contre, 10 abstentions — non adopté (2 nov. 2022)	SC/15095 ; Security Council Report, 1er nov. 2022
Sites de la bombe sale	Deux organisations ukrainiennes ; travaux « au stade final »	Tous deux soumis aux garanties de l'AIEA ; l'un inspecté un mois auparavant ; trois sites inspectés : « aucune indication d'activités et de matières nucléaires non déclarées »	AIEA, 24 oct. et 3 nov. 2022
Qui a demandé l'inspection	Russie : aucune demande	Ukraine : invitation écrite à l'AIEA, 24 oct. 2022	AIEA ; Security Council Report
Agents chimiques sur la ligne de front depuis 2022	—	L'OIAC a confirmé la présence de l'agent de lutte antiémeute CS dans des échantillons prélevés sur des positions de première ligne (nov. 2024, févr. 2025), sans attribution ; les États-Unis et le Royaume-Uni ont attribué l'emploi de CS aux forces russes	OIAC, 18 nov. 2024 et 14 févr. 2025 ; Département d'État des États-Unis, 1er mai 2024 ; Royaume-Uni, 8 oct. 2024

POUR ÊTRE JUSTE

« N'a connaissance d'aucun programme d'armes biologiques » est la formulation honnête de l'ONU, non une conclusion de vérification : la CABT n'a pas de corps d'inspection, et l'ONU n'a pas inspecté les laboratoires ukrainiens. Ce que montre le registre, c'est que la Russie n'a apporté aucune preuve qui ait résisté à l'examen dans une quelconque enceinte, et non qu'un organe extérieur ait certifié chaque laboratoire.

L'OMS a bien conseillé à l'Ukraine en mars 2022 de détruire les agents pathogènes à haut risque détenus dans ses laboratoires de santé publique, et les États-Unis ont bien déclaré que l'Ukraine possède des « installations de recherche biologique » dont ils craignaient la saisie par les forces russes (V. Nuland, Commission des affaires étrangères du Sénat, 8 mars 2022 : « L'Ukraine possède des installations de recherche biologique »). Ces deux faits sont compatibles avec un réseau de santé publique et ont servi de point de départ au récit russe ; aucun n'est une preuve d'armes.

La déclaration de l'AIEA du 3 novembre 2022 concernait trois sites désignés ; ce n'est pas un certificat pour l'ensemble de l'Ukraine. L'Agence a indiqué avoir eu un « accès sans entrave » aux trois sites.

Le vote du Conseil du 2 novembre a été déséquilibré, mais dix membres se sont abstenus plutôt que de voter contre, et plusieurs (Ghana, Kenya, Gabon ; la Chine, qui a voté pour) se sont dits ouverts en principe à une enquête impartiale. Le Hub ne présente pas le résultat comme un rejet du mécanisme de l'article VI — il s'agissait du rejet de cette plainte.

ÉTABLI, TENDANCE, POSITION

Ce que les organes mandatés ont établi, ce que les faits révèlent comme tendance et ce qui relève d'une position — en les maintenant distincts. Viennent ensuite les éléments de langage et les questions à prévoir.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
2022

LE DROIT

Convention sur les armes biologiques, art. I, V et VI : les États parties s'engagent à ne jamais mettre au point ni stocker d'agents biologiques à des fins hostiles, à se consulter sur les préoccupations relatives au respect de la Convention (art. V) et peuvent déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité (art. VI). La Russie a utilisé les deux procédures ; la réunion consultative n'a abouti à aucun consensus et le Conseil a refusé d'enquêter. La Convention ne dispose d'aucun organe de vérification.

Garanties de l'AIEA (TNP, art. III ; accord de garanties généralisées et Protocole additionnel de l'Ukraine) : les matières nucléaires en Ukraine sont déclarées et inspectées ; la conclusion de l'Agence selon laquelle il n'y a pas d'activités non déclarées sur les sites désignés est la seule réponse faisant autorité à une allégation d'arme radiologique, et c'est l'Ukraine qui l'a sollicitée.

Charte des Nations Unies, art. 2(4), et droit des conflits armés : une allégation fabriquée d'ADM n'est pas en soi un crime, mais une attaque justifiée par une telle allégation peut l'être ; la Commission d'enquête et la CPI apprécient les attaques au regard de leur licéité, non du prétexte avancé.

Trois niveaux. Établi : aucun organe mandaté n'a constaté l'existence d'un programme d'armes biologiques ou radiologiques en Ukraine ; l'AIEA n'en a trouvé aucun sur les sites désignés. **Tendance** : allégations d'ADM avancées lors de revers militaires russes (mars et octobre 2022) et abandonnées une fois vérifiées. **Position** : que les allégations étaient destinées à servir de prétextes à une escalade — l'avis exprimé par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis le 23 oct. 2022, non une conclusion.

LINES TO TAKE

- « La Russie a porté l'affirmation sur les biolabs trois fois devant le Conseil et une fois jusqu'au vote. Elle a obtenu deux voix. »
- « Le bureau des affaires de désarmement de l'ONU l'a dit en mars 2022 et l'a confirmé en octobre : il n'a connaissance d'aucun programme d'armes biologiques en Ukraine. »
- « La Russie a désigné les sites de la bombe sale. L'Ukraine a invité les inspecteurs. L'AIEA n'a trouvé aucune indication d'activités non déclarées. La Russie n'a plus jamais mentionné ces sites. »
- « Une réunion consultative de tous les États parties à la CABT n'a pu convenir que l'allégation de la Russie méritait une issue. Tel est le registre. »
- « Chaque prétexte d'ADM de cette guerre est venu de la partie qui tient sous la menace des armes la plus grande centrale nucléaire d'Europe. »
- « Demandez à la délégation russe : lequel des organes de l'ONU auxquels vous avez fait appel en 2022 acceptez-vous aujourd'hui ? »

QUESTIONS-RÉPONSES

« Les États-Unis ont reconnu qu'il y a des biolabs en Ukraine. »

Les États-Unis ont reconnu l'existence d'installations de recherche biologique — des laboratoires de santé publique soutenus depuis 2005 dans le cadre d'un accord de réduction des menaces visant à sécuriser les agents pathogènes de l'époque soviétique. Ils appartiennent à l'Ukraine et sont répertoriés publiquement. Un laboratoire n'est pas un programme d'armes ; le bureau des affaires de désarmement de l'ONU n'a « connaissance » d'aucun programme de ce type, et la plainte de la Russie a échoué dans le cadre de la CABT et au Conseil.

« L'Ukraine a détruit des agents pathogènes le 24 février. Pourquoi, sinon pour cacher quelque chose ? »

Parce que l'OMS l'avait « vivement recommandé », afin de « prévenir toute fuite potentielle » de stocks diagnostiques sous les bombardements. Ces stocks — peste, anthrax, choléra — sont détenus à des fins de diagnostic par les laboratoires de santé publique de tous les pays. Les détruire sous la menace relève de la biosécurité, non de la dissimulation.

« Les abstentions au Conseil montrent un doute à l'égard de l'Ukraine. »

Dix membres se sont abstenus parce que le projet russe ne donnait ni mandat ni méthode à une commission et que les preuves ont été jugées insuffisantes ; plusieurs se sont dits ouverts en principe à l'article VI. Le projet a recueilli deux voix. Aucun membre n'a souscrit à l'allégation russe.

« L'AIEA n'a inspecté que trois sites. »

C'étaient les sites désignés par la Russie. La Russie affirmait que les travaux y étaient « à leur stade de finalisation » ; les inspecteurs n'ont trouvé aucune activité ni matière non déclarée. Si la Russie avait d'autres sites en tête, elle disposait de la même voie que l'Ukraine — une lettre à l'Agence — et ne l'a pas empruntée.

« Pourquoi la Russie inventerait-elle une bombe sale ? »

Nous n'avons pas besoin de prouver le mobile ; nous avons besoin du registre. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont déclaré le 23 oct. 2022 que l'allégation ne devait pas devenir un prétexte à l'escalade. La Russie a porté l'affirmation auprès de quatre ministres de la défense, devant le Conseil et jusqu'à la tribune présidentielle, puis l'a abandonnée dès que l'AIEA a rendu son rapport.

« La réunion de la CABT a échoué parce que l'Occident a bloqué le consensus. »

Une réunion consultative n'aboutit à une issue que si les États parties en conviennent. Sur les 42 États parties qui ont fait des déclarations nationales, aucun n'a soutenu les affirmations russes (Council on Strategic Risks). Deux mois plus tard, le vote du Conseil sur la commission proposée par la Russie a recueilli deux voix pour.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Répondre à toute résurgence des allégations de « biolaboratoires » ou de « bombe sale » par le dossier de l'ONU : SC/14827 (11 mars 2022), l'issue de la réunion consultative de la CABT (sept. 2022), le vote du 2 nov. 2022 et la déclaration de l'AIEA du 3 nov. 2022 · soutenir un mécanisme de vérification de la CABT lors du prochain cycle d'examen et demander à la Russie si elle en fera autant · inviter les membres du Conseil à rappeler que c'est l'Ukraine, et non la Russie, qui a demandé l'inspection de l'AIEA · maintenir dans la même discussion les conclusions de l'OIAIC sur les agents de lutte antiémeute sur la ligne de front · demander que les allégations relatives aux ADM visant tout État soient portées, preuves à l'appui, devant l'organe compétent avant d'être répétées au Conseil.



SOURCES		
Conseil de sécurité de l'ONU	S/PV.8991, 8991e séance, 11 mars 2022 — procès-verbal (Nebenzia ; Nakamitsu ; membres) https://un-project.org/meeting/S-PV-8991/	A
Couverture des réunions de l'ONU	SC/14827 — 8991e séance, 11 mars 2022 https://press.un.org/en/2022/sc14827.doc.htm	A
Couverture des réunions de l'ONU	SC/15095 — Le Conseil de sécurité rejette un texte visant à enquêter sur une plainte relative au non-respect de la Convention sur les armes biologiques, 2 nov. 2022 https://press.un.org/en/2022/15095.doc.htm	A
Security Council Report	What's in Blue : Ukraine — séances au titre du point de l'ordre du jour relatif aux menaces contre la paix et la sécurité internationales, 27 oct. 2022 (lettre sur la bombe sale ; plainte au titre de l'article VI ; invitation de l'Ukraine à l'AIEA) https://www.securitycouncilreport.org/whatsinblue/2022/10/ukraine-meetings-under-the-threats-to-international-peace-and-security-agenda-item.php	C
Security Council Report	What's in Blue : Ukraine — vote sur le projet de résolution S/2022/821 (S/2022/796), 1er nov. 2022 https://www.securitycouncilreport.org/whatsinblue/2022/11/ukraine-vote-on-draft-resolution-2.php	C
Réunion consultative officielle de la CABT	Rapport final BWC/CONS/2022/3 (version préliminaire), 9 sept. 2022 https://www.sspconline.org/sites/default/files/2026-01/FCM-final-report-ADVANCE-VERSION.pdf	A
Council on Strategic Risks	Résultats de la Réunion consultative de la CABT de 2022 : aucun pays ne soutient les fausses allégations de la Russie, 13 sept. 2022 https://councilonstrategicrisks.org/2022/09/13/outcomes-of-biological-weapons-convention-2022-consultative-meeting-no-countries-support-russias-false-allegations/	C
AIEA	Des inspecteurs des garanties se rendront sur deux sites nucléaires en Ukraine, annonce M. Grossi de l'AIEA après avoir reçu une demande de l'Ukraine, 24 oct. 2022 https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/safeguards-inspectors-to-visit-two-nuclear-locations-in-ukraine-iaeas-grossi-says-after-receiving-request-from-ukraine	A
AIEA	Les inspecteurs de l'AIEA achèvent leurs activités de vérification sur le terrain sur trois sites ukrainiens : aucune indication d'activités et de matières nucléaires non déclarées, 3 nov. 2022 https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/iaea-inspectors-complete-in-field-verification-activities-at-three-ukraine-locations-no-indications-of-undeclared-nuclear-activities-and-materials	A
Interfax	Point de presse de Konachenkov sur les « laboratoires biologiques » ukrainiens, 6 mars 2022 https://www.interfax.com/newsroom/top-stories/75769/	RU
TASS	Les États-Unis ont financé un mécanisme de propagation clandestine d'agents pathogènes en Ukraine, selon le haut commandement russe, 10 mars 2022 https://tass.com/world/1419559	RU
TASS	Choïgou informe son homologue britannique d'éventuelles provocations de l'Ukraine avec une bombe sale, 23 oct. 2022 https://tass.com/defense/1526311	RU
TASS	Deux entreprises ukrainiennes ont reçu l'ordre de créer une bombe sale — haut commandement (Kirillov), 24 oct. 2022 https://tass.com/politics/1526769	RU
Censor.net (citant Radio Svoboda)	Les accusations de la Russie contre l'Ukraine concernant une bombe sale ne sont pas sans fondement — Lavrov, 24 oct. 2022 https://censor.net/en/news/3375880/russias_accusations_against_ukraine_regarding_dirty_bomb_are_not_groundless_lavrov	RU
TASS	Poutine a ordonné au ministre de la Défense d'informer ses homologues du complot de Kiev sur une « bombe sale » (Valdaï), 27 oct. 2022 https://tass.com/politics/1528733	RU
Département d'État des États-Unis (miroir GlobalSecurity)	Déclaration commune sur l'Ukraine — ministres des affaires étrangères de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis, 23 oct. 2022 https://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/ukraine/2022/10/ukraine-221023-state01.htm	C
The Moscow Times	Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France rejettent conjointement l'affirmation russe sur une « bombe sale » (« allégations manifestement fausses »), 23 oct. 2022 https://themoscowtimes.com/2022/10/23/us-uk-france-jointly-reject-russia-dirty-bomb-claim-a79170/pdf	C
Département de la défense des États-Unis (miroir GlobalSecurity)	Point de presse hors caméra d'un haut responsable de la défense, 10 mars 2022 (~200 millions de dollars depuis 2005 ; « aucun personnel américain dans ces laboratoires ») https://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/ukraine/2022/03/ukraine-220310-dod01.htm	C
Reuters (via Cyprus Mail)	L'OMS indique avoir conseillé à l'Ukraine de détruire les agents pathogènes dans les laboratoires de santé pour prévenir la propagation de maladies, 11 mars 2022 https://cyprus-mail.com/2022/03/11/who-says-it-advised-ukraine-to-destroy-pathogens-in-health-labs-to-prevent-disease-spread	C
Inquiere (AP)	Les États-Unis « préoccupés » par une volonté russe de s'emparer de la recherche biologique ukrainienne — Nuland, 8 mars 2022 https://newsinfo.inquirer.net/1565587/us-concerned-russia-wants-to-seize-ukraine-bioresearch/amp	C
Ukrinform	L'ONU ne voit aucun signe d'armes biologiques en Ukraine (exposé d'Ebo), 28 oct. 2022 https://www.ukrinform.net/rubric-ato/3602842-un-sees-no-sign-of-biological-weapons-in-ukraine.html	C
OIAC	L'OIAC publie le rapport de sa visite d'assistance technique en Ukraine, 18 nov. 2024 https://opcw.org/media-centre/news/2024/11/opcw-issues-report-its-technical-assistance-visit-ukraine-following	A
OIAC	L'OIAC publie le rapport de sa deuxième visite d'assistance technique en Ukraine, 14 févr. 2025 https://opcw.org/media-centre/news/2025/02/opcw-issues-report-second-technical-assistance-visit-ukraine-following	A
Arms Control Association	Les États-Unis accusent la Russie d'avoir employé des armes chimiques en Ukraine (constat du Département d'État, 1er mai 2024) https://www.armscontrol.org/act/2024-06/news/us-accuses-russia-chemical-weapons-use-ukraine	C
Avis de sanctions du Royaume-Uni (via BVI FSC)	Désignation d'Igor Anatolievitch Kirillov, régime de sanctions relatif aux armes chimiques, 8 oct. 2024 https://www.bvifsc.vg/sites/default/files/8_october_2024_-_id_chw0025_igor_anatolyevich_kirillov.pdf	A
Global News (Reuters)	L'AIEA ne trouve aucun signe de travaux sur une bombe sale sur trois sites ukrainiens, « qui avaient tous été mentionnés par la Russie », 3 nov. 2022 https://globalnews.ca/news/9249550/no-sign-dirty-bomb-ukraine-russia-un	C
TASS	La Russie soulèvera à l'ONU la question de l'intention de l'Ukraine d'utiliser une bombe sale — Lavrov, 24 oct. 2022 https://tass.com/politics/1526717	RU
AP (via News4Jax)	Le Conseil de sécurité rejette l'appel de la Russie à une enquête sur les armes biologiques (citations de Polyanskiy), 2 nov. 2022 https://www.news4jax.com/news/world/2022/11/02/security-council-rejects-russian-call-for-bio-weapons-probe/	C

MÉTHODE

Les affirmations russes sont citées d'après le procès-verbal de l'ONU du 11 mars 2022 (S/PV.8991), d'après les lettres et le projet de résolution de la Russie tels que résumés par Security Council Report, et d'après des déclarations du MoD, du MAE et du Kremlin russes telles que rapportées en anglais par Interfax, TASS et RFE/RL ; mil.ru, mid.ru et kremlin.ru n'ont pu être ouverts depuis l'extérieur de la Russie. Les mots entre crochets sont du Hub ; les paraphrases sont signalées.

Chaque affirmation est d'abord confrontée au registre de l'ONU — procès-verbal et couverture des séances du Conseil de sécurité, rapport de la réunion consultative de la CABT, vote du Conseil du 2 novembre 2022, déclarations de l'AIEA et rapports de l'OIAC (Niveau A) — puis seulement à des informations indépendantes (Niveau C). Aucune déclaration officielle ukrainienne n'est utilisée pour réfuter les affirmations ; l'invitation de l'Ukraine à l'AIEA est citée d'après les comptes rendus de l'AIEA et de Security Council Report.

Les positions des membres du Conseil sont tirées de S/PV.8991 (11 mars 2022) et du compte rendu par Security Council Report du vote du 2 nov. 2022 ; le vote lui-même est consigné (SC/15095).

Niveaux : **A** — organes mandatés par l'ONU, juridictions et organisations internationales (HCDH/HRMMU, Commission d'enquête, CPI, CEDH, AIEA, OSCE, OIAC, documents du Conseil de sécurité) ; **B** — organes officiels ukrainiens, avec la mention « selon l'Ukraine » ; **C** — enquêteurs et médias indépendants ; **RU** — déclarations officielles russes, la position examinée. Les niveaux ne sont jamais combinés dans un même chiffre.